

De la citoyenneté révolutionnaire au savoir-faire capitaliste ; enjeux d'un concept politique

30-05-08

I. Une république révolutionnaire

La Révolution Française est l'acte fondateur de la République Française. Pourtant de plus en plus, en France, cette république qui s'origine du mouvement révolutionnaire est remise en cause, en ses fondements même. L'une de ses dernières diatribes provient de murmures susurrant qu'il nous faut changer d'hymne, qu'il faut oublier de la Marseillaise *le sang impur qui abreuve nos sillons*. Déjà, certains résumaient la Révolution Française à la Terreur comme si la Révolution avait été un infernal charnier comparable aux camps de Staline, de Pol Pot ou d'Hitler. La réalité historique est toute autre tout comme le nombre de victime de la Terreur, même en ses épisodes les plus sanglants : « Du 2 au 6 septembre [1792], une minorité d'activistes, petits bourgeois autant que gens du peuple, massacrent après jugement sommaire plus de mille prisonniers [appartenant à la noblesse]. »¹

Pourtant, cette terreur, de quel côté étaient-elle ? Etait-elle du côté du peuple. Le peuple de Paris ne dansait-il pas la Carmagnole en chantant « Ha ! Ça ira, quand les bourgeois, ont les tuera ! » ? La terreur était plutôt du côté de la noblesse et des notables. C'est-à-dire qu'elle était tout de même du côté des oppresseurs. Ceux-là même qui, quand ils purent passer au travers des purges fomentèrent les complots qui amenèrent les armées royales européennes à attaquer la France lorsqu'ils débarquent notamment à Quiberon dans l'espoir de porter Louis XVIII au pouvoir. Ceux-là même qui, quand la Terreur prit fin renouèrent avec leurs vieilles habitudes d'oppression et de profit : dès mars 1785, le « (...) rétablissement de la liberté économique, volonté idéologique, mais aussi conséquence inévitable de l'abandon de la Terreur, donne libre cours à la spéculation. » Les bourgeois reviennent aux affaires et s'accaparent les privilèges arrachés à la noblesse tout en encourageant la guerre pour leur profit personnel : « Les fournisseurs aux armées réalisent des profits scandaleux (...) Sans chauffage et sans pain, les classes populaires connaissent une atroce misère (...) Pressés d'oublier le temps de la 'vertu' et de l'austérité égalitaire, rescapés de la Terreur et nouveaux riches se précipitent dans les plaisirs. Dans la nuit parisienne, au sortir de leurs orgies, les 'ventres dorés' croisent les 'ventres creux' mourant de faim et de froid. »²

« La Terreur fut donc essentiellement un instrument de défense nationale et révolutionnaire contre les rebelles et les traîtres. Comme la guerre civile dont elle n'est qu'un aspect, la Terreur retrancha de la nation des éléments socialement inassimilables parce qu'aristocratiques ou ayant lié leur sort à celui de l'aristocratie. »³

II. De la révolte à la révolution

¹ René Souriac (sous la direction de), *Histoire de France, 1750-1995*, Tome 1 : Monarchies et républiques, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1996, p. 47.

² René Souriac (sous la direction de), *Histoire de France, 1750-1995*, Tome 1 : Monarchies et républiques, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1996, p. 54.

³ M. Vovelle, *La Révolution française*, Armand Colin, 1992, p362.

L'efficacité de la guillotine est aujourd'hui décriée. On ne veut plus entendre parler de violence et encore moins d'insurrection. On ne cherche pas à y voir la moindre légitimité. On condamne les émeutes. On fustige la petite délinquance. On dénonce les incivilités. Tous les symptômes sociaux d'agacement, voire de colère populaire sont réprouvés sans que personne ne se pose la question des causes de ces manifestations sociales.

Certains laissent entendre que toutes les révolutions mènent à la tyrannie ou à la dictature. Ils citent des exemples historiques, mais ils oublient la France. Certes, certaines critiques de la révolution, en tant que processus de réappropriation du pouvoir social, en tant que partage des richesses économiques et culturelles, en tant qu'éradication des privilèges... sont à entendre.

Mais dans ce raisonnement, il apparaît tout de même une confusion. Confondre révolution et révolte autorise ainsi toutes les sottises et les inepties. Car si révolte et révolution partagent le fait qu'elles soient toutes deux issues d'un mouvement, plus ou moins spontané, de mécontentement public, il y a dans la révolution quelque chose de l'ordre de l'idéologie politique qu'il n'y a pas dans la révolte. Il y a dans la révolution un projet social qui fait cruellement défaut dans l'émeute. Aussi la Révolution Française ne s'inscrit-elle pas seulement dans une révolte des parisiens affamés par des récoltes insuffisantes et l'augmentation des prix. Elle s'inscrit dans la contestation idéologique menée par les intellectuels des Lumières.

La révolution se définit ainsi comme une révolte qui critique un ordre établi et qui s'organise autour d'un projet de vie commun, autour d'idéaux et de valeurs destinées à réorganiser fondamentalement la société. Dans le cas de la Révolution Française, l'une de ces valeurs fondamentale est le bonheur, une autre, la liberté ; Erigées en devoir par des philosophes tels que Diderot, Rousseau ou Montesquieu, ces valeurs ne cessent de soutenir le sens de la révolution : « Le bonheur par le progrès, c'est aussi, et avant tout, la liberté opposé à l'arbitraire religieux et politique. De là naît la critique fondamentale des valeurs sur lesquelles reposait l'ancienne société (...) »⁴

Sans cet attachement intime des révolutionnaires à cet ensemble de valeurs, à cette utopie, nous tombons effectivement du côté des phénomènes de délinquance, de crime organisé, de corruption, de pourrissements sociaux de toutes sortes.

De plus, la révolte du peuple peut facilement être instrumentalisée. Le peuple est une force sans tête si on ne lui a pas appris à penser, c'est-à-dire s'il n'a pas réactualisé sa capacité à mettre en lien des éléments apparemment disparates pour ainsi en faire apparaître le sens. Si le peuple n'a pas de repères idéologiques et culturels, s'il n'a pas l'esprit critique, s'il ne donne pas aux objets sociaux la lisibilité et la prédictibilité qui est propre à la structure sociale et son fonctionnement, il ne fera pas la révolution. Son mécontentement fera alors le jeu de tel ou tel groupe politique le manipulant à sa guise. C'est ainsi que les dictateurs parviennent au pouvoir, et s'y installent. C'est ainsi que les heurts ethniques et communautaires surviennent. Le cas de l'avènement du National Socialisme hitlérien de 1933 s'inscrit tristement dans l'utilisation de la désillusion et du désœuvrement du peuple allemand retourné vers la haine du juif et le désir de revanche sur la France et l'Angleterre.

Alors comment permettre aux révoltés de devenir des révolutionnaires ? Comment faire des hommes en colère, des citoyens bâtisseurs ? Comment passer du chaos à la démocratie ? Car la question est bien là.

⁴ René Souriac (sous la direction de), *Histoire de France, 1750-1995*, Tome 1 : Monarchies et républiques, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1996, p. 28.

La réponse à cette question en passe par la compréhension fine de ce qu'est la citoyenneté. Nous savons que pour canaliser les mouvements d'insurrection populaire, pour diriger ces mouvements de foule, pour permettre aux émeutiers d'agir au-delà de la violence de leur révolte, il faut politiser le peuple. Politiser le peuple, c'est lui permettre d'accéder à une culture idéologique. Une fois que le peuple a perçu les différents modèles de vie commune, les différentes utopies sociales qui lui sont proposées, il peut faire son choix. L'utopie révolutionnaire française a tenté de se concrétiser par la démocratie, c'est-à-dire la gouvernance du peuple par le peuple, à travers l'élection de représentants sensés être les premiers serviteurs des valeurs démocratiques. Le 17 juin 1789, lorsque le Tiers Etat se constitue en Assemblée nationale, le 1^{er} octobre 1791 lors de la première Assemblée législative, mais surtout le 21 septembre lorsque celle-ci vote l'abolition de la royauté sont des moments forts de cette démocratie qui essaiera plus tard dans toute l'Europe.

Pourtant, pour que cette utopie démocratique fonctionne, encore faut-il que le peuple soit instruit de ces valeurs, du sens du concept de démocratie et qu'il puisse être exercé à la critique politique. Sans cette instruction, la démocratie n'est qu'une grossière pantomime, l'erreur des urnes peut alors se manifester de façon tragique.

Cette erreur des urnes se manifeste très rapidement d'ailleurs dans une France encore très fragile politiquement puisque dès mars 1797, les royalistes gagnent les élections et ce n'est que parce qu'un coup d'état (celui du 18 fructidor de l'an V) intervient que le 4 septembre le Directoire est mis en place ; mais la République de l'an II, celle qui trouvait ses fondements dans l'idéologie Jacobine est bien moribonde.

Rappelons également un autre grand moment de l'histoire républicaine française, celle qui suivit la 'révolution confisquée de 1830' et la fusillade du boulevard des Capucines qui le 23 février 1848 et qui aboutit à la proclamation de la III^{ème} République. Un peu plus tard, aux élections présidentielles du 10 décembre 1848, c'est Louis-Napoléon Bonaparte qui arrive largement en tête 5 400 000 voix. Erreur des urnes, une fois de plus alors même que le peuple avait l'occasion de voter pour un candidat révolutionnaire, en la personne de Raspail qui n'obtint que 37 000 voix.

Louis-Napoléon Bonaparte élu président, il ne tarda pas à fomenter le coup d'Etat du 2 décembre 1851 qui devait instaurer le Second Empire.

Une fois de plus, la République, par manque de clairvoyance citoyenne s'était sabordée elle-même.

III. Savoir-faire et implication citoyenne

C'est donc évidemment dans le cadre de cette exigence d'acquisition citoyenne de la nation que l'instruction, l'érudition populaire, la liberté d'une presse critique, mais aussi les institutions de socialisation et de formation ont un rôle à jouer. Ce rôle, c'est celui de soutenir fondamentalement la démocratie. Tout établissement qui a vocation à prodiguer du savoir devrait ne pas se dispenser de proposer une très large place à la culture générale. Car c'est à partir d'un très large contenu culturel que le sujet peut commencer à devenir citoyen. Il faut aussi permettre l'acquisition d'un regard critique sur toute chose et la chose politique en particulier. Pour cela, les didacticiens et les andragogues nous ont fourni plusieurs outils dont le débat est l'un des plus formatifs. Or pour pouvoir débattre, il faut être au clair avec ce qui est de l'argumentaire.

On peut donner au peuple la liberté de son choix et notamment de son choix au moment des élections, s'il n'est pas capable de construire un argumentaire qui lui permette de

rendre ce choix intelligent, cette liberté n'aura que l'apparence de liberté et le choix s'assujettira à la bêtise, à l'irrationnel et en fin de compte à l'erreur.

C'est pour cela qu'il nous faut toujours condamner avec la plus grande vigueur ces instituts de formations qui prescrivent principalement ce qu'ils appellent une 'acquisition de savoir-faire'. Le terme même de 'savoir-faire' est une hérésie théorique, il est donc à bannir. Car le savoir-faire n'est rien d'autre, en fait, qu'une technique ou, au mieux une expertise, c'est-à-dire une procédure poïétique, un apprentissage comportemental répondant à un stimulus. Il n'y a pas de savoir, il n'y a pas de réflexion, il n'y a pas de distanciation d'avec l'objet dans le faire du savoir-faire. Il y a une taylorisation, un stakhanovisme des conduites de production, sans appropriation de sens. Le savoir-faire ne touche ni au sens ni au désir de l'acteur professionnel. Le savoir-faire en tant qu'il est un simple mode opératoire est procédurier, en ceci, il ne touche pas au savoir en tant que le savoir c'est ce qui donne du sens à l'acte !

C'est pourtant bien de là, du sens que prend son acte, que part toute responsabilité du sujet humain et notamment celui de l'acquisition de son rôle social, c'est-à-dire, au sein de la démocratie, celui d'être citoyen. Sauf à considérer, l'être humain comme un chien que l'on dresse à obéir ou comme un robot que l'on programme à l'exécution d'une tâche, tel que le prônent les courants cognitivocomportementalistes, l'apprentissage de savoir-faire doit être réduit le plus possible.

IV. Un nouveau risque pour la démocratie

Il existe donc un nouveau risque pour la démocratie : celui d'orienter l'enseignement et l'éducation vers le savoir-faire et le savoir-être ; le savoir-être étant considéré comme la programmation des individus aux normes d'un système normatif particulier sans que ceux-ci ne puissent y avoir une prise critique. Savoir-faire comme savoir-être se réfèrent à un asservissement comportemental du sujet et donc une effraction à l'émergence de son esprit critique, de sa responsabilité et donc de sa citoyenneté.

En effet, les formations dites 'techniques', 'pratiques', ou 'professionnelles' qui s'enorgueillissent de dispenser savoir-être et savoir-faire posent leur objectif dans la subordination du sujet à un rôle de producteur spécifique dans un système spécifique ; celui du capitaliste. Elles ne permettent que peu, voire aucunement, l'acquisition d'une culture générale idoine à la construction d'un savoir globale recouvrant la chose politique. Elles ne permettent pas non plus l'instauration d'un travail de construction d'un esprit critique. Elles n'assurent donc pas le rôle social premier de toute institution appartenant à une société qui se réclame de l'utopie démocratique : la construction du citoyen.

Pis, ces instituts de formation sont dangereux pour la démocratie même car, empêchant la citoyenneté d'éclorre, ils font le jeu des politiciens de pacotille dont les belles paroles et les promesses électoralistes sont des miroirs aux alouettes. Ces politiciens vénaux et avides de pouvoir s'entourent volontiers de spécialistes qui les conseillent afin de mieux gérer leurs images ; car lorsqu'il n'y a plus de citoyenneté, c'est l'apparence qui fait la différence, c'est sur les choses de surface que se jouent les choix électoraux.

Ces experts de la manipulation de masse et du sondage d'opinion font de l'hypocrisie le fond de commerce de ce qu'ils appellent savamment 'technique de communication'. En réalité, ils ne sont rien d'autres que des néo-sophistes. Une fois au pouvoir, ce sont eux ainsi que les politiciens qu'ils ont aidé à conquérir ou à garder le pouvoir qui éradiquent les enseignements généraux et favorisent les formations techniques et professionnelles. Ils

décrédibilisent les intellectuels, attaquent les théoriciens, bannissent les concepts des formations et les remplacent par une myriade d'outils, de méthodologie, de conditionnement procédurier... afin que l'esprit de l'apprenant demeure sous la mythification de leur propagande.

Ces pseudo politiciens et les sbires qu'ils ont placé, ici et là, à la tête des institutions de formation, de presse ou d'édition n'ont que deux objectifs : s'enrichir et se maintenir au pouvoir. Pour se maintenir au pouvoir, ils agissent en éradiquant toute possibilité d'émergence citoyenne, ils bannissent l'apprentissage du savoir et de la culture, ils neutralisent la critique irénique en injectant toujours de plus en plus de l'affectif dans les débats réduisant ceux-ci à de la polémique. Pour s'enrichir, ils prônent le capitalisme et masquent peu ou prou leur collusion au monde des affaires.

V. Politiciens actuels et dictatures passées

En fait, il y a un vrai parallèle à faire, ici, entre la gestion du pouvoir par les dictateurs romains et nos politiciens actuels.

Ce parallèle se fait entre les systèmes d'accession et de maintien au pouvoir des politiciens actuels et les systèmes antiques, des empereurs romains notamment. La maîtrise de l'information à travers une propagande insidieuse est la même, même si elle semble prendre des formes différentes. 'Du pain et des jeux' (*Panem et circensens*) était l'adage favori du romain Juvénal. Lors de ces jeux, le peuple était réuni et instruit de façon ludique sur les faits historiques revus et corrigés par les services de l'empereur de façon à célébrer sa gloire. Les informations actuelles et surtout les programmes dits de divertissement ont tendance également à garder le peuple dans un engourdissement intellectuel. Le savoir et son travail à travers la critique et la réflexion n'ont que peu de place : il s'agit de ne pas 'ennuyer' le peuple en lui parlant sérieusement et en lui mettant sous les yeux des faits qu'il préférerait, de lui-même, ne pas voir.

Quant au pain, il n'est accessible au peuple qu'à s'assujettir au système de production/consommation unique, celui du capitalisme mondialisé, qui réduit tout autre type de rapport production/consommation à la marginalité.

Ce parallèle aussi se fait entre, d'une part l'esclave, et notamment l'esclave antique, et d'autre part celui que Karl Marx a identifié comme étant l'ouvrier et plus généralement le producteur qui vend sa force de travail. L'esclave, qui est à la source de toute forme de production matérielle, n'a jamais le droit de penser, surtout en politique et d'ailleurs, il n'en a ni les moyens intellectuels ni les moyens cognitifs. Il est maintenu dans l'ignorance et la bêtise. La société esclavagiste s'organise pour qu'il ne puisse ni se cultiver, ni apprendre à penser, mais insiste pour qu'il accède à une technicité ou à une expertise afin de produire des biens et des services de qualité.

L'esclave antique n'a donc pas les moyens d'aborder la question politique et ceci car il est réduit à un rôle et une fonction de production matérielle, ce qui se fait à travers ce que Francis Imbert appelle des tâches poïétiques⁵. Car aborder la question politique nécessite, à la fois une certaine culture, c'est-à-dire un panel de savoir et de représentations des choses du

⁵ Francis Imbert, *La question de l'éthique, dans le champ éducatif, pour une praxis pédagogique*, Collection PI Matrice, 1989.

monde social, et également un esprit analytique afin de reconnaître les liens pouvant exister entre ces savoirs afin de les organiser et de leur donner sens. Penser que la question politique puisse s'aborder sans ces deux pré-requis est encore une hérésie théorique, une énorme imbécillité ou alors une malhonnêteté morale.

Car aussi bien l'esclave antique n'a ni le droit, ni les moyens de s'ériger en tant que citoyen, autant le producteur de nos sociétés capitalistes, asservi à une production économique poïétique n'a aucun moyen d'exercer une citoyenneté pleine et entière. Lui en donner le droit dans ces conditions est une hypocrisie destinée à instaurer une démagogie dont les nouveaux maîtres sont les gros patrons, les spécialistes en communication et les professionnels de la politique respectivement les esclavagistes, les sophistes et les tyrans postmodernes.

VI. Une citoyenneté qui ne se limite pas à une notion juridique

Le producteur des sociétés contemporaines capitalistes est-il, lui, capable d'aborder la question politique ? En a-t-il le droit ? Probablement, puisqu'il est maître de son vote. Il a le choix de s'exprimer. Il peut voter. Il est électeur. Mais cela suffit-il à faire de lui un citoyen ? Nous avons vu que non. Et c'est là que l'hypocrisie commence quand certains prétendent réduire la citoyenneté à un concept du droit alors que la citoyenneté est avant tout un concept social. Car la citoyenneté, c'est bien plus qu'un ensemble de droits et de devoirs ficelés dans une charte ou un code. La citoyenneté est essentiellement présente du côté de la culture, du social et de l'humain. C'est pour cela que le sujet, que le système érige en électeur, mais réduit à la fonction de producteur est incapable de s'ériger en citoyen. Tout droit et devoir a-t-il, il ne peut les mettre en œuvre ! Comprendre le concept de citoyenneté avec le seul regard du droit ne permet pas d'appréhender cette subtilité, qui n'en est d'ailleurs pas une ! Penser qu'il suffit de permettre au peuple d'exprimer son opinion sans lui permettre de construire son idée c'est permettre qu'une démagogie s'exerce là où la démocratie s'était inscrite.

Car si ni sa formation, ni son environnement social et médiatique ne permettent à l'humain d'accéder ni au savoir ni à l'exercice de la critique, voter et payer l'impôt ne suffit guère à son accession à une citoyenneté vraie.

Or, le travailleur, le salarié, le producteur des sociétés capitalistes est placé dans l'impossibilité d'être citoyen parce que le système même qui lui offre une prétendue place sociale le limite à deux pôles, celui de producteur et celui de consommateur (et notamment consommateur de loisir). En cela, son choix électoral est faussé car aveugle. Seules les images doxologiques des néo-sophistes jouant sur l'émotionnel et non sur l'argumentaire peuvent engager l'opinion à pencher d'un côté ou de l'autre et ainsi jouer sur l'électorat. Parvenu à ce point, c'est toute l'idée même de la démocratie qui doit être réinterrogée. Or cette interrogation doit être portée par une multiplicité de champs apportant chacun un savoir et un regard sur le fait démocratique et le fait citoyen⁶.

VII. Le travail pluridisciplinaire du concept et le sens de la citoyenneté

⁶ Cette mise en réseau pluridisciplinaire existe en Nouvelle Calédonie, elle a pour noyau l'association ARES et compte parmi ses membres fondateurs des représentants en histoire, en anthropologie de l'éducation, en sciences politiques, en psychanalyse...

En travaillant le concept de citoyenneté, nous nous rendons rapidement compte qu'il est bien au cœur d'une lutte d'influence sociale et d'enjeux politiques. Il demeure plus que jamais un concept révolutionnaire, ancré dans l'histoire de la France et dans sa culture humaniste. Le travailler, l'analyser, comprendre ses tenants et aboutissants nécessite d'être soi-même citoyen et d'échapper (au moins en partie) aux logiques capitalistes

Nous l'avons vu, le citoyen ne peut trouver une place dans une société qui asservit l'être humain à des tâches de production démunies de toute possibilité d'attribution de sens. C'est pourquoi l'esclave antique était la condition nécessaire à l'instauration d'une citoyenneté athénienne. Libérés, par les esclaves, de leurs obligations productivistes, les citoyens pouvaient se livrer à la réflexion, à l'acquisition de savoir, à la pratique des arts... champs nécessaires à l'épanouissement citoyen et à la vie politique. La nouveauté qui s'impose au concept de citoyenneté à partir de l'utopie révolutionnaire, c'est la reconnaissance de cette citoyenneté comme universelle. Aussi le peuple français s'autorise-t-il à promouvoir deux nouveaux aspects d'une citoyenneté qui revendique comme universelle :

- se libérer de l'esclavagisme en tant que système de production de biens et de services. De là l'idée d'un citoyen du monde pour appliquer théoriquement le concept de citoyen à chaque être humain,
- et mondialiser la révolution, c'est-à-dire répandre l'idée de citoyenneté au-delà des frontières historiques de la métropole. Nous savons que c'est ce second aspect qui pose problème.

Il pose problème d'abord à l'extérieur des frontières parce que la France est alors cernée de monarchies dont les potentats n'ont guère envie de perdre la tête. Une partie de ce problème se règlera à Valmy le 20 septembre 1792, puis par la victoire de Fleurus le 26 juin 1794 et enfin par la campagne victorieuse de Bonaparte en Italie à partir d'Avril 1796. Il pose problème ensuite à l'intérieur par les résistances qui furent réglées en Vendée le 12 décembre 1793, mais aussi par la montée en puissance d'une nouvelle élite bourgeoise bien décidée à limiter l'application et la portée du concept de citoyen. Ceci afin de pouvoir faire émerger une nouvelle classe d'esclave : les ouvriers. Des milliers de mains, seront exilées des campagnes pour former ce que Karl Marx qualifiera de force de travail. Ces mains seront les rouages des nouvelles chaînes des manufactures devenues usines.

Cette entorse à la citoyenneté ne sera malheureusement jamais dépassée, bien qu'il y ait pu avoir des avancées. C'est donc à nous aujourd'hui de nous en préoccuper.

VIII. Aller au-delà de l'esclavage

Car si nous voulons, dans l'esprit révolutionnaire français, permettre à chaque être humain d'accéder à la citoyenneté, il faut se passer de cette main d'œuvre issue de l'esclavage, que cet esclavage soit antique ou moderne. Comment faire ?

A. Le progrès technique

Il y a la solution des outils et des technologies modernes. Il nous faut en effet constater que les avancées en robotique et en cybernétiques ont permis aux hommes de se libérer d'une partie non négligeable des tâches serviles auxquelles ils étaient soumis naturellement. Quand nous pouvons utiliser une machine pour faire le travail autrefois attribué à l'esclave, nous pouvons dire qu'il y a eu progrès parce que cela libère l'esclave. Quand nous pouvons

exécuter une tâche en une heure alors qu'avant il nous fallait une semaine, nous pouvons dire qu'il y a eu progrès, parce que cela libère du temps. Quand nous pouvons travailler sans courir de risque, de dégradation de notre santé et de pénibilité, nous pouvons dire qu'il y a eu progrès, parce que notre condition d'humain a été préservée.

Ces hommes affranchis, ce temps libéré, cette condition préservée, c'est là le travail des savants, des penseurs et des scientifiques qui, dès les l'ère des Lumières adhèrent à l'utopie révolutionnaire et entreprennent de fonder une société nouvelle. Ils donnent à l'humain les moyens de s'extirper de sa condition servile et place, comme nous le savons, le bonheur de l'individu comme un devoir social. Ils acquittent l'humain d'une partie de la dette qu'il doit à la nature. Ils lui permettent de manger à sa faim, de se vêtir correctement, d'aller plus vite, d'être plus efficace, de vivre plus longtemps et ainsi de repousser les limites de l'impossible. Car ainsi libéré partiellement de la maladie, de la vieillesse et de la mort, l'humain peut devenir citoyen. De sa vie meilleure, de son temps libre nouvellement acquis, l'humanité débarrassée de l'esclavagisme, pouvait se livrer à la réflexion, à l'apprentissage du monde et à la politique. L'humanité pouvait devenir pensante, sage et citoyenne !

B. L'erreur capitaliste

Mais c'était sans compter sur le capitalisme. Lorsque traditionnellement un bûcheron coupait un arbre en dix heures, il rentrait chez lui harassé, mangeait, dormait et reprenait le lendemain sa journée de travail. Lorsque aujourd'hui le forestier coupe le même arbre en une heure, son patron l'autorise-t-il à passer les neuf heures qui lui restent à lire la *République* de Platon ? Non. Il lui suggère plutôt d'en profiter pour couper neuf arbres de plus et s'il en coupe un onzième, il aura peut-être une prime ! Finalement, le capitalisme a détourné la science et ses technologies de son programme social et de son utopie humaniste pour asservir plus encore l'être humain. Et quand par miracle un conflit social permet au travailleur d'en faire un peu moins, le voilà rattrapé par l'autre bout, celui de la consommation et notamment celui de la consommation de loisir abrutissant.

Ainsi, le capitalisme s'insère dans le moindre espace/temps du sujet humain réduisant l'ensemble de ses rôles sociaux, y compris celui de citoyen, à deux fonctions : celle de producteur et celle de consommateur.

IX. Une solution pour aller au-delà de l'asservissement à la tâche

Dans le système capitaliste, comme l'a bien perçu Karl Marx, le temps de l'homme au travail se réduit à sa productivité et à sa rentabilité poïétiques. Il n'est ni maître de sa tâche, qui lui est imposée plus ou moins bureaucratiquement, ni maître du sens qu'il lui attribue. Pire : avec le passage d'une solidarité mécanique à une solidarité organique, comme Emile Durkheim l'a démontré, le sens de la tâche échappe à l'ouvrier. Le travailleur, dans le système capitaliste, ne peut plus trouver à s'investir dans ce qu'il est. Laissé sans bornage sémantique, il sombre dans l'anomie.

Cet échec de la rencontre du producteur d'avec son produit, de la main d'œuvre d'avec son travail, du concepteur d'avec son objet, laisse un vide de sens qui fait écran à cette coconstruction pourtant nécessaire de toute praxis. La praxis, telle que Francis Imbert la définit en la liant au concept d'éthique, permet justement à l'homme d'utiliser cette tâche dont la réalisation est nécessaire et incontournable, pour se mettre en œuvre. La production est ainsi réinterprétée et peut être pensée. Elle en devient signifiante pour l'humain qui lui attribue des représentations symboliques et imaginaires propre au travail du sens et donc au

travail du savoir et donc à l'émergence de la citoyenneté. Ainsi le travailleur n'est-il plus seulement, comme l'indique Karl Marx, une main d'œuvre vendant sa force de travail. Il prend une dimension existentielle, citoyenne et donc politique. En inscrivant ce qu'il fait dans un projet social qui l'englobe et dans lequel il trouve à s'épanouir le sujet accède à la citoyenneté. Il lie son travail quotidien à un acte social, prend conscience de sa place au sein du groupe et participe à quelque chose qui est de l'ordre de la culture et même au-delà, à l'humanité toute entière.

Cette dimension du sens que nous trouvons du côté de la praxis, et qui est cruellement absente de la poïésis, poïésis caractérisée par savoir-faire et savoir-être, fait toute la différence entre un monde capitaliste et un univers citoyen. Réinjecter du sens dans le travail quotidien, introduire du savoir dans les formations, qu'elles soient professionnelles ou initiales, aiguïser l'esprit critique du peuple, c'est modifier radicalement le rapport social au travail. Transformer l'exécution ingrate et serve d'une tâche en un rapport existentiel à l'œuvre, c'est réinscrire le citoyen au cœur de l'utopie démocratique.

Ce n'est, en effet, qu'en abandonnant la logique pathologique du rapport capitalistique au travail que nous aurons une chance de faire la promotion d'une citoyenneté qui ne soit pas de l'ordre du leurre. Pour cela, c'est sur nous seuls qu'il faut compter. Le travail de la révolution commence déjà par notre propre vie, par l'abandon des idées reçues qui nous empêchent de voir l'évidence, par une critique infinie des systèmes et par une analyse éclairée du monde dans lequel nous mettons les pieds.

X. En conclusion

Cet asservissement du côté de la besogne taylorisée est un empêchement, aujourd'hui comme hier, à l'épanouissement citoyen. Hier, les Français firent la révolution et réinventèrent la citoyenneté qui était un concept de l'antiquité grecque. Ils mirent à mort leur autocrate et tordirent le cou à un bon nombre d'idées reçues. Il nous appartient aujourd'hui de décapiter non pas un roi, mais un système et de combattre ce système en lui opposant une logique citoyenne argumentée et donc irréfutable. L'acte est plus ardu, mais il nous est imposé par la nécessité. C'est tout notre système social, notre système éducatif, notre système économique et bien sûr notre système politique qu'il faut revoir. Sans cela les prédictions, mauvaises, trouveront à se réaliser. Car ce qui est annoncé au cours de ce siècle n'est rien d'autre que la fin de l'humanité. L'horreur de cette révélation est tellement intense qu'un grand nombre d'entre nous flanche à l'appréhender. D'autres ne peuvent ou ne veulent pas y croire. Nonobstant, les signes sont là. Si la psychanalyse annonce, avec Michel Lapeyre notamment, que 'le capitalisme est un crime contre l'humanité', les scientifiques et les savants de tous bords listent les effets pervers du système capitaliste à la fois sur l'environnement naturel, comme sur l'environnement social.

Le rapport de l'homme à sa citoyenneté semble désormais apparaître comme un *deus ex machina* qu'il ne faut pas manquer d'étudier. La question des entraves mise par le capitalisme dans la relation de l'homme au travail doit être posée. Que chacun de la place qu'il occupe se pose ou se repose la question fondamentale : à quoi je sers dans mon rapport à ce monde que j'occupe, à cette humanité à laquelle j'appartiens et que je forme. Que chacun, politicien, patron, spécialiste de la communication pose enfin son regard sur ce qu'il est sur son acte, sur son existence. Que chacun puisse trouver la voie qui est la sienne afin de participer à cette collaboration mondiale du fait humain. Et que ceux qui, pour une raison ou

une autre, par manque de culture générale ou par pathologie mentale, ne peuvent poser un esprit critique sur le monde social et la chose politique, que ceux-là se taisent, mettent leur énergie à apprendre ou à surpasser leur déficiences et travaillent à leur citoyenneté.

Laurent Edo,

Président d'ARES (Analyse et Recherche sur l'Enseignement et le Social)